

Marché public de services

**PRESTATIONS D'ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE SANTÉ
À DESTINATION DU PERSONNEL DE L'ANSES**

**REGLEMENT DE CONSULTATION N° 24FCS024
(R.C.)**

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES LE 17/03/2025 à 17h00

Numéro de contrat :	
Pouvoir Adjudicateur :	Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.
Objet du marché :	Prestations d'assurance complémentaire santé à destination du personnel de l'ANSES
Mode de passation :	Marché ordinaire passé en procédure d'appel d'offre ouvert par un Pouvoir adjudicateur en application des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.
Personne signataire du marché :	Monsieur le directeur général de l'ANSES
Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191- 59 du Code de la commande publique :	Monsieur le directeur général de l'ANSES
Comptable assignataire des paiements :	Madame l'agent comptable principal

Depuis le 1er octobre 2018, tous les échanges relatifs aux consultations publiées à compter de cette date doivent être dématérialisés.
Les offres doivent désormais être remis en version électronique via le profil acheteur de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) soit :
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>
en choisissant la procédure concernée.

Ou lien direct : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2613393&orgAcronyme=h8j>

Table des matières

Article 1. Objet et caractéristiques de la procédure de mise en concurrence	3
Article 1.1. Objet et nomenclature de la consultation	3
Article 1.2. Durée du marché	4
Article 2. Conditions de la consultation	4
Article 2.1. Procédure de passation	4
Article 2.2. Forme du marché	4
Article 2.3. Langue et devise devant être utilisées dans l'offre ou dans la demande de participation.....	4
Article 2.4. Délai de validité des offres	4
Article 2.5. Absence d'allotissement.....	5
Article 2.6. Variantes / Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
Article 2.7. Forme juridique des groupements	5
Article 3. Dossier de consultation	6
Article 4. Présentation des candidatures et des offres.....	7
Article 4.1. Au titre de la candidature.....	7
4.1.1. Organismes candidats.....	7
4.1.2. Présentation de la candidature	8
4.1.3. Présentation de la candidature sous forme de « DUME »	9
Article 4.2. Au titre de l'offre	9
Article 5. Modalités de remise de son pli par l'opérateur économique	10
Article 5.1. Modalités de transmission électronique des plis	10
Article 5.2. Copie de sauvegarde	11
Article 5.3. Formalisme de l'offre	11
Article 6. Sélection des candidatures et jugement des offres	12
Article 6.1. Sélection des candidatures.....	12
Article 6.2. Critères d'attribution.....	12
Article 7. Conclusion du marché	15
Article 8. Renseignements complémentaires et recours.....	16
Article 8.1. Contacts et questions/réponses.....	16
Article 8.2 – Recours	17

Article 1. Objet et caractéristiques de la procédure de mise en concurrence

Article 1.1. Objet et nomenclature de la consultation

La présente consultation en vue de la passation d'un marché public est organisée par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), établissement public administratif national, créé par l'ordonnance n°2010-18 du 7 janvier 2010 et du décret n°2010-719 du 28 juin 2010.

L'ANSES comprend 16 sites. Elle est sous la tutelle conjointe des Ministres en charge de la santé, de l'écologie et du développement durable, de l'agriculture, du travail et de la consommation.

Le pouvoir adjudicateur précité est représenté par M. Benoît VALLET, en sa qualité de directeur général de l'ANSES.

Le présent marché a pour objet la mise en place d'un régime collectif « Complémentaire Santé » (remboursements de frais de soins de santé occasionnés par une atteinte à l'intégrité corporelle de l'assuré ou lié à la maternité, en complément du régime légal de base) en faveur des agents et des retraités de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ci-après, l'ANSES) et de leurs ayants droit.

Ce régime comprend 5 contrats liés :










1. Un contrat socle reprenant le panier de soins issus de l'accord interministériel conclu le 26 février 2022 (dénommé socle ci-après), obligatoire pour les agents actifs de l'ANSES
2. Un contrat socle, identique au précédent, facultatif pour les retraités de l'ANSES
3. Un contrat socle, identique au précédent, facultatif pour les ayants droit (tant des agents actifs que des retraités de l'ANSES)
4. Un contrat pour le régime optionnel facultatif
5. Un contrat pour une surcomplémentaire facultative.

Les garanties sont conformes au cahier des charges des contrats responsables et solidaires, y inclus la réforme du « 100% santé » pour le socle et le régime optionnel ainsi qu'au panier de soins de l'accord interministériel conclu le 26 février 2022 pour le socle obligatoire.

Pour les agents actifs de l'ANSES, la participation de l'employeur correspond à

- 50% de la cotisation d'équilibre pour le socle obligatoire
- 50% du prix de l'option dans la limite de 5 euros.

Les retraités de l'ANSES et les ayants de droit ne bénéficient pas de la participation de l'employeur.

 Objet du contrat	Prestations de complémentaire santé
 Acheteur	ANSES
 Type de contrat	Marché ordinaire de services
 Structure	Marché non alloti
 Lieu d'exécution	PARIS et implantations régionales
 Délai	6 années
 Développement durable	Clause environnementale
 Variation des prix	Révision des prix dans les conditions de l'article 28 du décret 2022-633
 Nature des prix	Prix unitaires

Code CPV	Libellé CPV
66512000	Services d'assurances accidents et maladies

Article 1.2. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une période initiale allant jusqu'au 31/12/2027, comprenant :

- Une phase préparatoire à compter de la date d'effet du marché jusqu'au 31/12/2025, pour sécuriser la mise en place effective des contrats au 1^{er} janvier 2026. Elle ne donne pas lieu à rémunération du titulaire.
- La mise en place du régime collectif « Complémentaire Santé » de l'ANSES à compter du 1^{er} janvier 2026 pour une période de 24 mois.

A l'issue de cette période initiale, le marché est reconductible tacitement au maximum 4 fois pour de nouvelles périodes de 12 mois.

La décision de ne pas reconduire le marché devra être notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'en garantir la date de réception au plus tard 6 mois avant la date anniversaire de tacite reconduction. Cette décision n'ouvrira droit à aucune indemnisation et s'imposera au titulaire qui ne pourra pas la contester.

Période estimative de notification (à titre d'information) : courant juin 2025.

Article 2. Conditions de la consultation

Article 2.1. Procédure de passation

Le présent marché est passé en procédure d'appel d'offre ouvert par un Pouvoir adjudicateur en application des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1^o et R. 2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Article 2.2. Forme du marché

Le présent marché est un marché de services fractionné, comprenant une tranche ferme et deux tranches optionnelles et non alloti.

La tranche ferme correspond à la mise en place du régime collectif « Complémentaire Santé » comprenant le socle interministériel, le régime optionnel avec 2 niveaux et la surcomplémentaire pour les agents de l'ANSES, ses retraités et leurs ayants droit.

Les 2 tranches optionnelles concernent la gestion de chacun des 2 fonds (aide aux retraités, accompagnement social) par le titulaire. L'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire du marché le déclenchement de la tranche optionnelle pour chacun des 2 fonds mentionnés ci-dessus. Le délai pour affermir chacune des tranches optionnelles est fixé au plus tard au 1^{er} mars 2026.

Article 2.3. Langue et devise devant être utilisées dans l'offre ou dans la demande de participation

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro. Tout document qui ne serait pas établi en français devra être accompagné d'une traduction en français.

Article 2.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres indiquée sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

Article 2.5. Absence d'allotissement

Le présent marché fait l'objet d'un lot unique.

Le présent marché n'est pas alloti pour des motifs techniques.

De fait, les services confiés constituent une unité fonctionnelle et porte sur des services d'assurance complémentaire du risque santé pour les agents du Pouvoir adjudicateur.

S'il est prévu la conclusion de 5 contrats d'assurance, ces 5 contrats sont liés et interdépendants :

- Les 4 contrats accessoires n'existent que si le contrat principal existe. Ainsi, si le contrat principal est résilié ou est modifié, alors les contrats accessoires sont résiliés ou sont modifiés.
- Les garanties des contrats accessoires 2 et 3 sont identiques à celles du contrat principal (1) et leurs cotisations sont liées à celles du contrat principal (1). Ainsi, si les cotisations du contrat principal évoluent, alors les cotisations des contrats accessoires 2 et 3 sont mécaniquement modifiées.
- Les contrats 4 et 5 sont proposés aux bénéficiaires des 3 autres contrats (1 à 3), mais avec leurs cotisations calculées sans lien de celles du contrat principal (1). Pour l'option (4) nous proposons une cotisation par catégorie de bénéficiaires en appliquant le modèle des mécanismes de solidarité définis pour le socle (1 à 3). Pour la surcomplémentaire (5) aucun mécanisme de solidarité n'est prévu (tarification identique pour tous les bénéficiaires).
- Pour autant, il sera demandé aux candidats de s'engager à viser l'équilibre de chacun des contrats (1 à 5) étudiés séparément.

Il n'est ainsi pas possible d'imaginer confier à des opérateurs distincts l'exécution de ces 5 contrats d'assurance qui ne peuvent être exécutés que par un seul et même titulaire.

Il n'est ainsi pas possible de distinguer des lots séparés.

Article 2.6. Variantes / Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les variantes ne sont pas autorisées.

Dans leur réponse, les candidats ne peuvent apporter aucune modification de quelle que nature que ce soit aux demandes formulées dans le DCE.

En cas de réserves, celles-ci devront être listées dans un document spécifique conformément aux dispositions du présent article relatif à la composition du dossier d'offre.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

Article 2.7. Forme juridique des groupements

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

Conformément à l'article R.2142-19 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Le cas échéant et dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonnera les prestations des membres du groupement.



Il est prévu que le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

En outre, en cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement sera un document unique qui indiquera le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engagera à exécuter.

Les candidatures et les offres seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché. Un même opérateur économique ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Enfin, la composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il pourra demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

Article 3. Dossier de consultation

Les documents de la consultation sont les suivants :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe technique et financière ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) n°27 du 15 mai 2024 et ses 2 annexes (Grilles de garanties, Données Quantitatives et Qualitatives) ;
- Le présent Règlement de consultation ;
- Les imprimés DC1 et DC2 et leur mode d'emploi.

Le Dossier de Consultation est mis à disposition de l'ensemble des opérateurs sur le profil acheteur à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2613393&orgAcronyme=h8j>

Les candidats ne peuvent apporter aucune modification de quelle que nature que ce soit au DCE.

Tous les documents liés à la procédure sont délivrés gratuitement.

Tous les documents de la présente consultation sont téléchargeables sur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise> via la procédure concernée ;

Ou lien direct :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2613393&orgAcronyme=h8j>

L'opérateur économique peut, à partir de l'intitulé de la procédure, y télécharger l'ensemble des documents de la consultation ; pour cela, une personne physique désignée par l'opérateur économique peut ou non s'inscrire en ligne et renseigner ses nom et adresse électronique.



En raison du fait qu'elle ne s'inscrit pas et ne complète pas ses nom et adresse électronique, ladite personne et l'opérateur économique acceptent de ne pas être informés des éventuelles modifications et/ou précisions apportées après les date et heure du dernier téléchargement.

La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Le candidat est également informé que s'il utilise, pour remettre son offre, un ou des documents qui auraient été modifiés après ses date et heure de téléchargement, son offre peut être déclarée irrégulière lorsqu'elle n'apporte pas une réponse au besoin.

Modification des documents de la consultation :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail aux documents de la consultation.

Les modifications seront signifiées aux candidats au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base des documents modifiés sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

A défaut, leur offre peut être déclarée irrégulière lorsqu'elle n'apporte pas une réponse au besoin.

Si une modification substantielle devait intervenir, une prolongation du délai de réception des plis serait faite par un avis rectificatif. Les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

Article 4. Présentation des candidatures et des offres

Conformément à l'article R.2151-6 du Code de la commande publique, les dossiers des soumissionnaires (candidatures et offres) seront adressées, à l'ANSES, via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise> et via la procédure concernée, ou lien direct :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2613393&orgAcronyme=h8j>

au plus tard avant la date indiquée dans l'avis de publicité et sur la page de garde du présent règlement de consultation **soit le 17/03/2025 à 17h00.**

Toute offre reçue postérieurement à la date limite de réception sera rejetée.

Article 4.1. Au titre de la candidature

4.1.1. ORGANISMES CANDIDATS

Conformément à l'article 7 du décret 2022-633 du 22 avril 2022, le marché public sera conclu par l'ANSES avec des organismes relevant des catégories suivantes :

- 1° Mutuelles ou unions relevant du livre II du code de la mutualité ;
- 2° Institutions de prévoyance relevant du titre III du livre IX du code de la sécurité sociale ;
- 3° Entreprises d'assurance mentionnées à l'article L. 310-2 du code des assurances.

4.1.2. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE

- **Lettre candidature** (ou Formulaire DC1) et les renseignements suivants :
- La désignation du candidat et, le cas échéant :
 - la désignation du mandataire du groupement par ses co-traitants, et la répartition des prestations ;
 - l'indication des sous-traitants auxquels il fait appel et la part des prestations sous-traitées et le DC4 ;
 - Une déclaration sur l'honneur prévue à l'article R.2143-3-1° du Code de la commande publique dans laquelle le candidat déclare :
 - a) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires et facultatives prévus aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique ;
 - b) être en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- **Déclaration du candidat** (ou Formulaire DC2 toutes les rubriques, excepté la rubrique H) et les renseignements suivants :

DANS TOUS LES CAS, le candidat produit, en outre, les documents suivants :

<i>DOCUMENTS DEMANDÉS</i>	<i>DÉTAIL SOUHAITÉ LE CAS ÉCHÉANT</i>	<i>FORMAT DEMANDÉ</i>
<ul style="list-style-type: none">• Garanties prudentielles : agrément administratif délivré par l'autorité de contrôle prudentiel• Documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat individuel ou les membres du groupement.• Le cas échéant, copie du ou des jugements de redressement judiciaire.		Copie des originaux
Les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, financières et prudentielles du candidat ou du groupement	<ul style="list-style-type: none">• Pour l'organisme d'assurance, le taux de couverture de la marge de solvabilité sur les 3 dernières années (de l'organisme lui-même ou du groupe prudentiel auquel il appartient à la date de réponse). Ce taux ne pourra pas être inférieur à 150 % en moyenne sur les 3 années,• Les références et/ou qualifications du candidat ou du groupement au cours des trois dernières années, indiquant le nombre d'adhérents ou souscripteurs, et ses références notamment en assurances collectives d'entreprises,• La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat dédiés à la protection sociale des entreprises et plus particulièrement à la couverture santé pour chacune des trois dernières années ; si le candidat n'est pas en mesure de présenter une telle déclaration sur la période demandée en raison d'une création récente, il indiquera, à défaut, la composition de ses effectifs à la date du dépôt de sa candidature	Annexe technique et financière (Fichier Excel, Onglet 1 « Identité »)

Les imprimés DC1 et DC2 sont joints au DCE et téléchargeables gratuitement depuis l'URL suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

4.1.3. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE SOUS FORME DE « DUME »

Les opérateurs économiques peuvent utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé : <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Le candidat peut également présenter sa candidature en utilisant le DUME électronique (eDUME) disponible sur le Portail Chorus Pro : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Le candidat devra veiller à renseigner, au sein dudit DUME ou eDUME, toutes les rubriques afférentes aux renseignements minimum précités, notamment relatifs aux interdictions de soumissionner.

Les candidats peuvent réutiliser un DUME ou eDUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Ce formulaire type consiste en une déclaration sur l'honneur servant de preuve à priori. Par conséquent, et à tout moment de la procédure, il pourra être demandé au candidat de fournir tout ou partie des preuves de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économiques et financières et de leurs capacités techniques et professionnelles, si cela est nécessaire au bon déroulement de la procédure.

Article 4.2. Au titre de l'offre

Au titre de l'offre, les soumissionnaires devront remettre un dossier complet comportant les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement complété ;
- L'annexe technique et financière à l'acte d'engagement complétée ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses 2 annexes acceptés sans aucune modification ;
- Un mémoire technique, dont le plan devra respecter les items de l'annexe technique et financière ;
- Les conditions générales et particulières applicables à chacun des 5 contrats d'assurance prévus ;
- Une éventuelle note détaillée reprenant et justifiant l'ensemble des réserves que le candidat entend faire valoir ;
- Un RIB.

Il est précisé que la signature du CCP vaut acceptation de l'ensemble des conditions fixées. L'ANSES se réserve le droit de refuser les réserves remettant en cause les éléments essentiels de la prestation attendue (notamment au regard de l'accord d'Établissement). Pour les autres réserves, elles seront prises en compte lors de l'appréciation des 4 critères d'attribution (cf. article 6.2 du RC).

Signature électronique des documents :

La signature électronique des documents n'est pas exigée par l'acheteur lors du dépôt de l'offre. **Seul l'attributaire devra signer son offre.**

Le candidat peut dès lors choisir soit de signer électroniquement son offre dès le dépôt, soit de la signer après attribution du marché public. Bien évidemment, il demeure engagé par son offre dès la remise de celle-ci.

Devront ainsi être signés par l'attributaire :

- L'acte d'engagement et son annexe technique et financière ;
- Le CCP et ses annexes ;
- Le mémoire technique du candidat ;
- Les conditions générales et particulières proposées pour chacun des 5 contrats ;
- L'éventuelle note détaillée justifiant des réserves apportées.



Seul le candidat, dont l'offre est sélectionnée, étant tenu de signer son offre, le pouvoir adjudicateur demandera au candidat classé n°1 de retourner l'acte d'engagement et les documents listés ci-dessus, signés électroniquement.

Les documents du marché seront signés électroniquement par une personne habilitée à engager la société. L'attributaire devra fournir les justificatifs, en cas de délégation de pouvoir.

Les obligations relatives à la signature électronique sont définies à l'annexe 12 du code de la commande publique.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Article 5. Modalités de remise de son pli par l'opérateur économique

Les candidats sont dans l'obligation de transmettre leur offre par voie dématérialisée, via le profil acheteur de l'ANSES de la plateforme PLACE accessible en suivant le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise> puis en choisissant la procédure de consultation concernée ;

Ou lien direct :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2613393&orgAcronyme=h8j>

La date limite de remise des plis est fixée au : 17/03/2025 à 17h00

Article 5.1. Modalités de transmission électronique des plis

Les opérateurs économiques doivent se reporter et se conformer à la documentation qui est mise à leur disposition par la plate-forme de dématérialisation « PLACE » (dans la rubrique « Aide »), notamment le « Guide d'utilisation », des films d'autoformation y sont également disponibles.

Il est également possible de s'entraîner sur la plate-forme avec des [consultations de test disponibles dans la rubrique « Se préparer à répondre »](#).

Cette documentation a vocation à apporter une assistance pratique aux opérateurs économiques, mais a également un caractère opposable.

En effet, les candidats et soumissionnaires sont informés que toute mauvaise manipulation ou défaut de diligence dans l'utilisation des outils logiciels mis à disposition peut avoir pour conséquence le rejet de la candidature ou de l'offre transmise par voie dématérialisée.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les candidats transmettront leurs offres impérativement avant la date et l'heure limites. Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès leur est affiché, puis un accusé



de réception leur est adressé par courrier électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à l'ANSES.

Article 5.2. Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, la transmission électronique peut être accompagnée d'une transmission à titre de copie de sauvegarde sur un support physique électronique ou sur un support papier + support physique électronique. Le candidat qui souhaite joindre une copie de sauvegarde doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres à savoir au plus tard : **le 17/03/2025 à 17h00.**

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« Consultation n°24FCS024 - COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR »

et être envoyée par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception ou déposée contre récépissé (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 18h00) à l'adresse suivante :

ANSES
Service Achats/Marchés
14, rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons Alfort Cedex

La copie de sauvegarde doit être parvenue dans les délais impartis pour la remise des offres tel que mentionné ci-dessus.

Les candidatures et les offres donneront lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde lorsque :

- un programme informatique malveillant est détecté dans un fichier électronique.
- le pli est réceptionné de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, si l'ANSES dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- le pli n'a pas pu être ouvert par l'ANSES.

En cas d'ouverture, la copie se substituera au dossier transmis par voie électronique.

Article 5.3. Formalisme de l'offre

Les candidats doivent insérer dans leur pli électronique l'ensemble des documents requis. Le pli est un fichier unique éventuellement compressé au format « zip » et nommé "offre". Le fichier contient les documents demandés à l'article 4.6 du présent règlement de la consultation.

Ces documents sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants :

- Format Word (".doc", ".docx");
- Format Acrobat (".pdf");
- Format Excel (".xls", « .xlsx ») ;

Ces fichiers seront nommés "nom_fichier.ext" où :

- "nom_fichier" correspond au nom du document
- ".ext" correspond à l'une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-forme.

Après création du pli, les candidats se connectent sur le site <https://www.marchespublics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise> , et doivent le déposer dans les



espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse.

Les candidats transmettront leurs offres impérativement avant la date et l'heure limites.

Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès leur est affiché, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à l'ANSES.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Article 6. Sélection des candidatures et jugement des offres

Article 6.1. Sélection des candidatures

Les candidatures seront analysées conformément aux articles R2144-1 et suivants du Code de la commande publique :

- La conformité administrative au regard de la déclaration correspondant au DC1 ou au DUME ;
- Les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats qui seront analysées sur la base du DC2, et de l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature à l'article 4 du présent règlement, ou du seul document DUME.

Si après l'ouverture des plis, le représentant du pouvoir adjudicateur constate qu'il manque des pièces pour examiner les candidatures, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la réception de la demande par les candidats.

Article 6.2. Critères d'attribution

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152- 1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les autres offres seront classées par ordre décroissant par application des critères pondérés énoncés ci-dessous :

CRITÈRE 1	<p>Rapport entre la qualité des garanties et le tarif proposé</p> <p>Pour la tranche ferme, 3 composantes (ou sous-critères) sont sollicitées :</p> <ul style="list-style-type: none">-Tarification de la cotisation d'équilibre concernant les garanties du panier de soins interministériel (« socle ») détaillant la cotisation de référence et les mécanismes de solidarité. La cotisation d'équilibre est la base de référence pour les 3 contrats socle-Tarification des 2 options complémentaires- Tarification de la surcomplémentaire <p>Les 3 sous-critères sont pris à hauteur respective de 75%, 15% et 6%, en détaillant systématiquement pour chaque composante les tarifs liés aux prestations et aux frais et en tenant compte systématiquement du tarif pour 80% et des frais pour 20%.</p> <p>Soit :</p> <table><tr><th>TRANCHE FERME</th><th>Tarifs liés aux prestations</th><th>Frais</th><th>Pondération totale du sous-critère</th></tr><tr><td>Socle interministériel</td><td></td><td></td><td>75%</td></tr><tr><td>Options (régime optionnel)</td><td></td><td></td><td>15%</td></tr><tr><td>Surcomplémentaire</td><td></td><td></td><td>6%</td></tr><tr><td>Poids total</td><td>80%</td><td>20%</td><td></td></tr></table> <p>TRANCHES OPTIONNELLES : Pour les 2 tranches optionnelles, chacune est prise en compte à hauteur de 2%.</p>	TRANCHE FERME	Tarifs liés aux prestations	Frais	Pondération totale du sous-critère	Socle interministériel			75%	Options (régime optionnel)			15%	Surcomplémentaire			6%	Poids total	80%	20%		30 %
TRANCHE FERME	Tarifs liés aux prestations	Frais	Pondération totale du sous-critère																			
Socle interministériel			75%																			
Options (régime optionnel)			15%																			
Surcomplémentaire			6%																			
Poids total	80%	20%																				
CRITÈRE 2	<p>La maîtrise financière des contrats</p> <p>Le candidat devra justifier une maîtrise technique suffisante des risques qu'il se propose d'assurer. Il devra s'engager à produire et transmettre les outils de pilotage demandés et à en expliciter les modalités, dans le cadre du calendrier de suivi pour les échanges avec l'ANSES.</p> <p>Par ailleurs, le candidat devra décrire les rapports (a minima) annuels de présentation et de résultat « reporting » quantitatif et qualitatif qu'il propose et sur lequel il s'engage, dans une logique de transparence entre l'ANSES, les organisations syndicales représentatives et lui.</p> <p>La notation de ce critère sera réalisée sur la base des engagements et exemples fournis par le soumissionnaire. Il devra présenter sa maîtrise financière pour l'ensemble du marché, pour la partie « socle » (garanties interministérielles obligatoires) et options complémentaires d'une part et pour la surcomplémentaire d'autre part.</p> <p>Le critère 2 comprend 2 sous-critères à part égale :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les conditions de pilotage et rapport d'exécution : description du pilotage, propositions de piste alternative à des augmentations tarifaires, modèles de rapports et autres documents, programme de pilotage du régime (socle, option, surcomplémentaire), engagement de production des comptes et présence aux réunions de présentation- Les conditions de renouvellement tarifaire: engagement sur des mesures éventuelles de redressement, détail du suivi tarifaire (socle, option, surcomplémentaire), acceptation du plafonnement maximum annuel de l'évolution des tarifs, acceptation du préavis de dénonciation de 6 mois	30 %																				

CRITÈRE 3	<p>La qualité de gestion des contrats et des services</p> <p>Ce critère sera apprécié au regard de trois sous-critères :</p> <ul style="list-style-type: none">> La mise en place du régime dans la phase de déploiement pour permettre la production contractuelle et du kit de communication dans les délais impartis> Le niveau de service avec les fonctionnalités de l' « espace employeur » et de l' « espace adhérents », moyens mis en œuvre notamment en matière d'interlocution humaine et les services concourant à la maîtrise des dépenses de santé, à la bonne orientation et à l'accès aux soins mais aussi à la préservation et l'amélioration de la santé et du bien-être des agents de l'ANSES,> La gestion courante selon ses modalités, sa performance, (délai) et la vie des contrats. <p>Les engagements pris devront être justifiés au regard des moyens réels (effectifs, partenariats, etc.) détaillés dans l'annexe technique et financière.</p> <p>Les 3 sous-critères interviennent respectivement à hauteur de 20% pour le premier et 40% pour chacun des deux autres.</p>	30 %
CRITÈRE 4	<p>La diversité et qualité des actions de prévention et d'action sociale conduites en direction des bénéficiaires des contrats</p> <p>Le candidat devra présenter et sera apprécié sur 2 sous-critères (à part égale) :</p> <ul style="list-style-type: none">➢ les actions de prévention qu'il est en capacité de proposer et celles qu'il déploiera selon les bénéficiaires du régime et en fonction des demandes exprimées par l'ANSES,➢ Les dispositifs d'action sociale proposés (y compris l'éventuel fonds « institutionnel » du candidat) et modalités de gestion des fonds sociaux dédiés (accompagnement social, aide aux retraités). <p>Le candidat justifiera de ses engagements en détaillant les modalités de mise en œuvre y compris en matière de moyens, d'expérience et de coût pesant sur les contrats ainsi que tout modèle de communication utile.</p>	10%

Les réserves apportées par les candidats aux exigences des documents de la consultation seront appréciées dans les conditions suivantes :

- Réserves majeures = réserves affectant les niveaux de garanties ou la structure de la cotisation ou remettant en cause les éléments essentiels de la prestation attendue (notamment au regard de l'accord interministériel du 26 février 2022 et les mesures réglementaires d'application, l'accord d'Établissement et les articles 9, 10, 11 et 12 du CCP). Elles emporteront le **rejet de l'offre comme irrégulière** ;
- Réserves mineures = réserves apportant des modifications de faible importance sans remise en cause des éléments essentiels du marché. Elles emporteront **le retrait de 2 points par réserve sur la note globale finale** du candidat **dans la limite de 20 points retirés** ;
- Réserves sans influence technique ou financière (réserve de cohérence ou de pure forme) : elles seront **sans effet sur la notation** du candidat.

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, soit l'offre la mieux classée.

L'ANSES, pouvoir adjudicateur, se réserve le droit de demander des précisions ou de solliciter la régularisation des offres dans les conditions prévues par les dispositions du code de la commande publique.

Article 7. Conclusion du marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur, sauf s'il a produit les documents lors du dépôt de son dossier de candidature :

1. L'acte d'engagement et les documents constituant son offre signés électroniquement (cf. *article 4.2 du présent Règlement de la consultation « signature électronique »*);

2. Les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner conformément à l'article R. 2143-7 du Code de la commande publique. Le candidat pressenti devra ainsi produire les documents suivants :

- Attestation de régularité fiscale au 31 décembre de l'année N-1 ;
- Attestation de vigilance sociale (URSSAF, etc.) de moins de 6 mois ;
- Le cas échéant, un certificat attestant de la régularité du candidat au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (articles L 8222-1, L 8254-1 et D 8254-2 et suivants du code du travail) ;
- Un Kbis et les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société ;
- Une attestation d'assurance en cours de validité ;
- Si le candidat est en redressement judiciaire : copie du ou des jugements prononcés précisant le fait que le candidat est habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- Pour les candidats établis hors de France, les pièces mentionnées aux articles R.1263-12 et D.8222-7 du code du travail
 - L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSi » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R 1263-5 et R 1263-7 ;
 - Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles [L. 1263-6](#), [L. 1264-1](#), [L. 1264-2](#) et [L. 8115-1](#). Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal ;
 - Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'[article 286 ter du code général des impôts](#). Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
 - Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du

paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article [L. 243-15](#) du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;

En cas de groupement, le mandataire remettra toutes les pièces mentionnées ci-dessus pour chaque membre du groupement.

Si le candidat retenu ne produit pas ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée. L'élimination du candidat sera prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Article 8. Renseignements complémentaires et recours

Article 8.1. Contacts et questions/réponses

Renseignements :

L'ANSES privilégiera la communication électronique via notre profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/> (questions-réponses, demandes de précision et/ou compléments, notification de rejet, notifications de marché, etc.).

Les demandes renseignements d'ordre administratif et/ou technique doivent être formulées via le profil acheteur au travers de la rubrique questions/réponses **10 jours au moins** avant la date limite de remise des offres :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2613393&orgAcronyme=h8j>

Les réponses seront publiées exclusivement sur le profil acheteur 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

En particulier, le renseignement d'une adresse électronique opérante est nécessaire au déroulement de la procédure.

Le caractère opérant de l'adresse électronique est constitué des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'adresse électronique est correctement saisie dans le formulaire dédié du profil acheteur,
- la consultation de la boîte de réception afférente à l'adresse électronique est effectuée par une ou plusieurs personnes physiques diligentes faisant partie de l'organisation de l'opérateur économique dédiée(s) au traitement de la procédure de marché,
- la boîte de réception afférente à l'adresse électronique est quotidiennement consultée

Seule fait foi l'adresse électronique libellée dans le registre de retrait des dossiers de consultation généré par le profil acheteur (émanant de la saisie informatique de l'opérateur économique dans le formulaire dédié du profil d'acheteur). Cette adresse électronique conditionne l'effectivité des échanges intervenant entre l'acheteur et l'opérateur économique.

En l'absence de la saisie d'une adresse électronique opérante, l'opérateur économique ne pourra se prévaloir à l'encontre de l'acheteur d'un défaut d'information ou d'un défaut de formalité requise et des conséquences en résultant.



Article 8.2 – Recours

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tout litige persistant sera ainsi porté devant le Tribunal Administratif de Melun.

Tribunal Administratif de Melun

Adresse : 43, rue du général de Gaulle case postale 8630, F - 77008 Melun,

Tél : +33 160566630

Fax : +33 160566610

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Greffes du tribunal administratif de Melun

43, rue du général de Gaulle case postale 8630, F - 77008 Melun,

Tél : +33 160566630,

Fax : +33 160566610